

Le discours du trône appuie, à mon avis, sur deux points principaux et de haute importance pour le Canada: l'inflation et l'unité du Canada.

Le premier ministre du Canada avait déjà déclaré qu'il nous fallait tous, de toute urgence, restreindre les dépenses si on désirait éviter des spirales inflationnaires. Nous rappelons son insistance d'assurer une réduction des dépenses gouvernementales dans tous les ministères et pour tous les projets sur la planche.

Par la suite, le premier ministre s'adressa directement à tous les Canadiens. Il nous parla du grand problème de l'heure: «le danger d'une spirale inflationnaire sans contrôle», et il fit part des décisions que son gouvernement prenait pour le combattre.

Dans le discours du trône, on insiste sur son invitation aux secteurs publics et privés, et on semble avertir, en quelque sorte, qu'à moins que l'on réalise la gravité des circonstances «des contraintes plus sévères s'imposeront».

Il faut féliciter le premier ministre d'avoir considéré ce problème sagement, en donnant suite à des recommandations très courageuses pour éviter tout désastre inflationnaire. Son attitude de vouloir donner l'exemple, comme gouvernement fédéral, à tous nos citoyens, aux gouvernements provinciaux et aux gouvernements municipaux, porte présentement fruits.

Il paraît utile de rappeler ici une partie de la déclaration du premier ministre, en date du 13 août 1969. Rapportant que le débat sur l'inflation et les moyens de la combattre s'étaient intensifiés au cours de l'année, il disait:

Dans tout le pays, que ce soit au sein des administrations, des milieux d'affaires ou des groupements ouvriers, on est conscient du fait qu'une inflation laissée à elle-même constitue une menace pour chacun de nous. Nous savons aussi que certains secteurs de la population y sont particulièrement vulnérables. Retraités, travailleurs dépourvus de pouvoir de négociation, chômeurs, assistés sociaux; autant de groupes de citoyens qu'inquiète la moindre augmentation du niveau général des prix. Ces catégories sociales sont par ailleurs celles dont les revenus sont les moins élevés; c'est-à-dire l'incidence considérable de l'inflation sur notre politique de juste répartition des revenus.

Sur le plan fédéral il déclarait alors:

C'est en étudiant les dépenses fédérales depuis dix ans qu'on peut le mieux comprendre le caractère et l'ampleur des problèmes financiers que le gouvernement a dû affronter en juin de l'année dernière.

De 1960 à l'année courante le montant total des dépenses fédérales a presque doublé, passant de 6 à 11 milliards.

Même en tenant compte de la hausse des prix—puisque l'État n'échappe pas aux effets de l'inflation—l'augmentation rapide du chiffre des dépenses dans certains secteurs d'activités du gouvernement demeure étonnante: les sommes consacrées aux services généraux de l'État ont plus que doublé depuis 1960; les sommes consacrées à l'expansion économique ont triplé; les sommes consacrées aux programmes de santé et de bien-être social ont presque doublé; la quote-part fédérale des frais de l'enseignement supérieur est seize fois plus élevée qu'en 1960.

Et plus loin, il ajoutait:

D'ici 1975, les sommes consacrées aux seuls services généraux de l'État actuellement existants augmenteront d'environ 50 pour 100; les sommes consacrées aux Affaires étrangères doubleraient en 5 ans; les sommes consacrées à l'expansion économique feront plus que doubler; les sommes consacrées aux programmes de santé et de bien-être social passeraient de 2.4 milliards à 4.3 milliards. La quote-part fédérale des frais de l'enseignement supérieur quadruplerait; le total des dépenses fédérales passerait à près de 17 milliards et demi en 1974-75; par contre les revenus du gouvernement fédéral se chiffraient par 15 milliards et trois quarts.

Ce qui indique que le déficit de cette année-là s'établirait à un milliard 750 millions. Il s'ensuivrait aussi un déficit cumulatif de 7.5 milliards de dollars au cours des cinq années suivantes. Et je dois ajouter que ces prévisions sont calculées en dollars d'aujourd'hui, c'est-à-dire en dollars 1969 et ne tiennent pas compte des augmentations qu'entraînerait une inflation continue. Et rappelons-nous que ces chiffres ne résultent que du simple maintien de programmes actuellement en vigueur. Tout nouveau programme, que ce soit en matière de pollution ou de développement régional, nous ferait franchir les niveaux de dépenses que je vous ai indiqués.

Le premier ministre s'interrogea prudemment sur les possibilités d'action du gouvernement en reconnaissant la nécessité de mesures d'urgence pour faire face à la situation. Le jour même de son discours, une série de directives fut publiée concernant les dépenses afin de stimuler, sans doute, le ren-